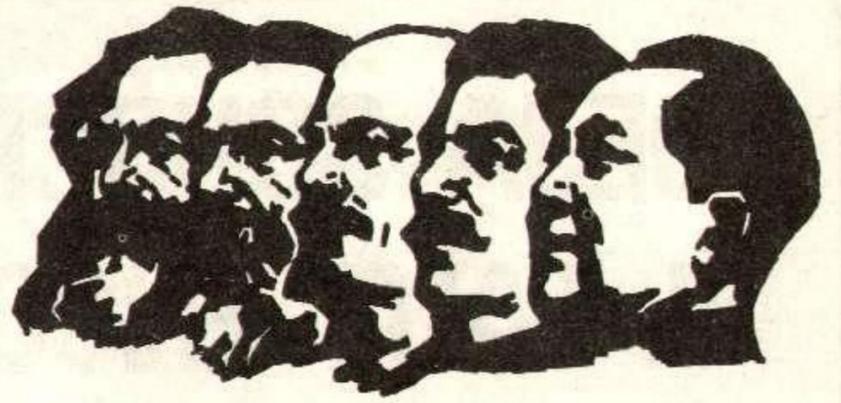


front rouge



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N° 101

31 JANVIER 1974 / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 2

1,50 F

ni "solidarité nationale", ni programme commun,

**AUCUN REPLATRAGE NE GUERIRA
L'IMPERIALISME EN CRISE**

**CE QU'IL FAUT C'EST
LA REVOLUTION**



p. 8

**les fantoches
frappés en plein
cœur de
phnom-penh.
offensive des
forces
populaires
cambodgiennes**

DEJA SOUSCRITS : 3,5 MILLIONS IL FAUT ENCORE : 6,5 MILLIONS ... LE TEMPS PRESSE

deuxième liste

une famille ouvrière du Havre.....	23,50
Vitry.....	150,55
Martigues.....	103
Dunkerque.....	110
D.H. St Denis.....	100
Villefranche S/ Saône.....	102,70
Un travailleur de Hem.....	20
Thionville.....	102,15
des cheminots syndicalistes révolutionnaires	126,40
Lyon.....	356
Toulouse.....	100
Grenoble.....	370
un travailleur immigré de la C.E.M.....	10
des travailleurs immigrés de St Priest.....	61
collecte au Lycée Charrial (Lyon).....	80
Lyon.....	1.604
Montceau les mines.....	34
S.G. Le Bourget.....	50
Le Mans.....	30
Paris facultés.....	110
un ouvrier d'Usinor Dunkerque.....	50
un ouvrier immigré.....	36
un instituteur de Grande Scynthe.....	150
Massy.....	415
une enseignante.....	50
un lycéen de Villeneuve-le-Roi.....	5
un employé de bibliothèque.....	30
un ouvrier RATP.....	10
soutien de militants OSR - Vitry.....	14,25
un ouvrier serrurier de Vitry.....	20
Lyon.....	4.652
Auxerre.....	200
des travailleurs immigrés d'une cité de transit	20
un membre du CACF de Gennevilliers.....	100
un réfugié chilien.....	5
une veuve d'ouvrier du bâtiment, 77 ans ...	100
Lyon.....	1.600
O.B. St Denis.....	50
Sochaux.....	100
C.T. Nantes.....	30
Paris 14e.....	910
F.G. Bobigny.....	300
Paris 18e.....	552
un professeur CET à Vitry.....	50
Roannes.....	138,40
St-Martin d'Hères.....	100
Epernay.....	45
Thones.....	80
Montpellier.....	90
Caen.....	150
un magasinier.....	10
St-Denis.....	200
Gennevilliers.....	260
B.M.....	100
Dijon.....	210
St Mamès.....	25
Nantes.....	450
M.B. Clamart.....	75
TOTAL de la semaine.....	15.022,95
TOTAL de la semaine dernière.....	20.915,45
TOTAL.....	35.938,40

camarades,

Cette semaine, un million et demi ont été collectés, ce qui porte la somme déjà souscrite à 3 millions et demi. C'est d'endroits bien plus nombreux que la semaine dernière que cette somme a été collectée, ce qui prouve que notre appel commence à être entendu dans toute la France. De nombreux lecteurs isolés ont manifesté leur soutien à la presse

communiste, leur volonté qu'elle poursuive son combat en souscrivant ou simplement en s'abonnant, de nombreuses lettres «Front Rouge doit continuer», «il faut sauver Front Rouge» sont arrivées... nous en publions quelques unes dans cette page.

mais il manque encore 6 millions 1/2 !

Nous en avons absolument besoin dans un délai très rapproché pour pouvoir sauver Front Rouge. Ne nous y trompons pas, l'important effort des camarades pour rassembler ces 3 millions et demi a constitué un indispensable ballon d'oxygène, mais il ne saurait suffire; ces 3,5 Millions permettent de régler certains de nos débiteurs, de faire paraître Front Rouge cette semaine, en aucun cas ils ne garantissent que Front Rouge va pouvoir continuer. Notre objectif de 10 millions vise non seulement à combler nos dettes

immédiates, mais aussi à augmenter notre tirage, passer à 30.000 exemplaires pour que le journal soit enfin effectivement diffusé et vendu par les NMPP. C'est un tel tirage qui garantira à notre journal de nombreux nouveaux lecteurs, et des rentrées satisfaisantes des ventes pour équilibrer nos dépenses. Sans les 10 millions, nous ne pouvons envisager d'augmenter ce tirage, et la bourgeoisie peut poursuivre sa tentative d'asphyxie de la presse communiste. C'est pourquoi nous insistons sur l'urgence de rassembler une telle somme.

en avant vers les 10 millions !

Camarades diffuseurs, prenez fermement en main la souscription à notre presse; très peu d'argent est arrivé à ce jour de Roubaix, Caen, Villefranche, Marseille..., alors que presque partout nos

diffuseurs se sont déjà mobilisés pour sauver le journal. Camarade, lecteur isolé, sympathisant, prends en main le soutien à ton journal, collecte autour de toi fais s'abonner des amis....

PARMI LES LETTRES QUE NOUS AVONS RECUES...

Chers camarades,
Pour répondre à l'appel de Front Rouge, nous nous sentons, en tant que travailleurs syndicalistes révolutionnaires, mobilisés. Qui, sinon Front Rouge, défend clairement la création et soutient le développement de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire dont nous avons besoin ? Qui, sinon Front Rouge, trace les perspectives solides de la Révolution Proletarienne Armée et travaille à sa réalisation par l'affirmation croissante de la nécessité du Parti Communiste pour faire la Révolution ?
Si l'on répond franchement à ces questions, on ne peut pas ne pas soutenir Front Rouge concrètement.
Certains camarades de l'OSR,

qu'ils soient CGT ou CFDT sont encore loin du marxisme-léninisme; mais tous savent ce qui leur manquerait si Front Rouge disparaissait, c'est pourquoi sur proposition d'un cheminot marxiste-léniniste, nous avons ramassé pour que FR continue l'équivalent du remboursement syndical de 8 journées de grève (sur la base de la C.N.A.S. - C.F.D.T.). Des camarades C.G.T. seront associés à cette initiative dans un prochain versement...
Ci-joint 126,40 F pour Front Rouge à 30.000 exemplaires.

Salutations syndicalistes révolutionnaires.
le 24/1/74
OSR Cheminots C.G.T./C.F.D.T. régions de Metz

Je vous envoie 100 Francs. C'est une femme de 77 ans, veuve d'un ouvrier que les a remis pour que Front Rouge continue, «parce que j'ai confiance en vous» m'a-t-elle dit. Puis elle a ajouté: «pour que ma petite fille voie le monde vraiment libre que je ne verrai pas». Front Rouge vivra, nous atteindrons les 10 millions.
un camarade.

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE

JE VERSE :

10 F

50 F

100 F

envoyer avec la souscription correspondante à Front Rouge
B.P. 464- 75065 PARIS CEDEX 02

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE

JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT DE SOUTIEN

1 an

150 f

Nom : Prénom :
Adresse :
Profession :

les loyers sont soi-disant bloqués... ...mais, hausse de 40% sur les charges

Après avoir décidé le blocage des loyers pour 6 mois (du 1er janvier 73 au 30 juin 74) le gouvernement vient d'annoncer, par la voix de Messmer, le versement d'une allocation «exceptionnelle» de 100 Francs aux bénéficiaires de l'allocation logement. La «lutte contre l'inflation» bat son plein !

Que signifient ces mesures ? La bourgeoisie n'a pas l'habitude de faire des cadeaux à la classe ouvrière. Si elle a recours à une telle démagogie, c'est que les loyers ne cessent pas d'augmenter.

Les quittances de cet ouvrier, père de 6 enfants, aux «4000» à La Courneuve, sont encore là pour le montrer : en octobre 72, il payait 506 F pour son F4... en septembre 73, c'est 613 F qu'il a fallu déboursier, soit 21% de plus en un an. Comme il nous disait : «Si le temps se rafraîchit, c'est 700 F qu'il va falloir payer en février !». En effet, le mois dernier, c'est 140 F qu'il a dû rembourser rien que pour le chauffage, soit 261 Francs de charges (électricité, chauffage, eau chaude) pour un loyer de base de 352 F.

Et ce n'est pas les 280 francs d'allocation-logement qu'il touche, même augmentés exceptionnellement ce mois de 100 francs qui vont lui permettre de joindre les deux bouts. Avec un salaire unique de 1.300 francs par mois et 6 enfants à nourrir... Le blocage des loyers jusqu'à la fin juin ne signifie pas grand chose pour lui puisque chaque année c'est en

juillet que l'Office d'HLM dont il dépend, augmente ses loyers.

HALTE A LA DEMAGOGIE !

De plus le blocage des loyers ne concerne pas les charges locatives. Or, l'allocation logement, elle, est calculée uniquement sur le loyer de base sans tenir compte des charges. La déclaration de Messmer du 25 janvier, confirme que cela ne va pas changer : «je peux annoncer que nous avons mis à l'étude une réforme de l'Allocation-Logement qui tiendra compte d'une fraction des charges locatives... Mais sans attendre cette réforme complexe et difficile une allocation exceptionnelle de 100 francs sera allouée cet hiver».

Au blocage des loyers correspond une augmentation vertigineuse des charges. D'ores et déjà, la bourgeoisie prévoit d'augmenter de 40% les charges en 1974. Comme l'admettait «Le Monde» du 28 janvier : «la hausse du prix du pétrole va entraîner une forte augmentation des charges locatives, le coût du chauffage (en

majorité au fuel) représentent environ la moitié du montant total».

Profitant de l'augmentation du prix du pétrole certains organismes gestionnaires (sociétés de chauffage) ont majoré leurs prix de 40 à 50%. Avant même que l'augmentation officielle du fuel ne soit décidée. Comme à Aulnay-sous-Bois, où c'est dès le mois de décembre que les acomptes de chauffage ont été majorés de 50%. Cette majoration ayant été faite avant l'annonce officielle, c'est une nouvelle hausse de 45% que subiront les locataires le 1er février ! On comprend ainsi pourquoi les capitalistes ne tiennent pas compte des charges locatives pour l'allocation-logement.

HALTE A LA HAUSSE DES PRIX.

En 5 ans, le coût du fuel domestique a doublé, bien avant la hausse des produits pétroliers, le prix de l'énergie n'arrêterait pas de grimper. L'exemple de cette ménagère qui nous déclarait à propos de l'eau chaude : «on fait très attention... Je chauffe

	Augmentation 100% entre 1968 et 1973
Fuel domestique	100% entre 1968 et 1973
Eau (m3)	63% entre 1970 et 1973
entretien, ascenseurs	85% entre 1968 et 1973
extérieur, entretien, espaces verts	40% par an depuis 1970

l'eau au gaz, ça revient moins cher...» est là pour nous montrer combien les conditions de vie des travailleurs se dégradent. Quant à la hausse officielle du fuel, un autre travailleur de constater : «le fuel a augmenté de 19 centimes la semaine dernière... je paye 59 centimes au lieu de 40... ça va faire 150 F au lieu de 100 F... je me demande bien où je vais les trouver». Un autre exemple dans la hausse des charges : depuis 1970, le prix du m3 d'eau a augmenté de 80%.

LA BOURGEOISIE DOIT PAYER SA CRISE.

— Des profits énormes ont été réalisés grâce aux charges locatives. Un certain nombre de sociétés privées «anonymes» d'HLM se partagent le marché avec les Offices Publics. A leurs conseils d'administration il n'est pas rare de voir siéger les principaux patrons de la région ainsi que les directions de sociétés chargées du chauffage des cités. C'est souvent le même patron qui exploite les travailleurs à l'usine et chez eux.

Les bénéfices de ces sociétés sont énormes. Normalement, il est quasiment impossible de les chiffrer. Mais il arrive qu'une «erreur de gestion» permette aux locataires d'être informés : comme à Brest où une société de chauffage, la Séouest, ayant dû reconnaître qu'elle avait fait des super-profits, accepte de verser aux locataires 15 Millions, pour qu'on «oublie» un peu. Bien sûr c'est après une lutte de plusieurs mois et en établissant un dossier technique sérieux que les locataires sont arrivés à ce résultat. De même à Lille, après 2 mois de blocage de paiement des charges, les locataires ont obtenu une baisse de 20% sur le prix du chauffage et la possibilité de discuter le contrat de chauffage. Alors que la bourgeoisie tente de faire reposer la crise sur le dos des travailleurs... imposons nos revendications.

— pas de loyers supérieurs à 10% des salaires.
— Halte aux hausses des prix.

justice bourgeoise au procès de la rue mademoiselle



les flics à Lip-Palente : la justice bourgeoise fera tout pour innocenter des individus de ce genre

Deux affaires, cette semaine au cours desquelles les flics ont été sur la sellette.

L'une d'elle est passée presque inaperçue et pourtant... Le 25 avril 72, 12 flics du commissariat de Sceaux, commissaire en tête montaient une expédition raciste contre les occupants d'un foyer de travailleurs immigrés de Montrouge. Déjà frappés dans le foyer, les travailleurs immigrés ont été conduits au commissariat où ils ont subi de nouveaux sévices. Le commissaire Chateau, responsable du commissariat de Sceaux, est bien connu dans le coin, particulièrement des jeunes de la cité des Blagis qui ont eu à le subir. Les flics ont été inculpés.

Autre affaire, dans un tout autre climat, le procès des flics de la rue Mademoiselle. Le 15 mai 71, une centaine de jeunes qui occupaient un immeuble vide, rue Mademoiselle, étaient embarqués par les flics. Quelques instants après, le calme était revenu, 2 jeunes lycéens sont arrêtés à un barrage de flics. L'un d'eux est interpellé : «mets toi à genoux et demande pardon», et frappé, il s'enfuit en courant et tombe plus loin sur 8 flics qui s'acharnent sur lui : il a aujourd'hui une invalidité permanente partielle de 8%.

Lundi 21, au banc des accusés, 4 flics ; dans la salle bourrée de flics jusque sur les bancs de la presse, on empêché le public de rentrer dans la salle d'audience. Tout au long du procès, le président Schlexer s'est montré digne de sa fonction de juge de classe au service de la bourgeoisie.

Tous ses efforts tendaient à accuser... les 2 jeunes lycéens, la partie civile, que du reste il appelait «la défense» : lapsus significatif. Pendant ce temps, les 4 flics étaient systématiquement innocentés. On apprit au passage que le principal témoin à charge contre les flics n'avait pas osé venir témoigner de crainte des représailles, qu'un témoin avait subi de multiples pressions, que des flics-témoins avaient reçu l'ordre de faire des faux témoignages.

En un mot, la justice bourgeoise a fait donner le grand jeu pour défendre sa police, cette même police qui pendant ce temps matraquait rue Losserand des lycéens de Villon venus soutenir les travailleurs africains expulsés, s'acharnant particulièrement sur des jeunes filles.

8 soldats assassinés à chezy... un responsable : l'armée bourgeoise

Chezy, 23 janvier, 16 soldats, chargés de tout leur barda, sac, fusil, etc... s'engagent sous un tunnel. Un train arrive et fauche toute la colonne : 8 morts, 3 blessés graves.

Qui sont les responsables ? Les 5 sous-officiers dont le sergent-chef qui encadrait la colonne et a donné l'ordre de passer sous le tunnel ? L'aspirant chef du détachement qui s'était arrêté quelques instants plus tôt, victime, le pauvre, d'une foulure au pied et avait laissé continuer son détachement ? Finalement, le responsable, c'est cette armée bourgeoise où les appelés ne sont que du bétail, qu'il s'agit d'utiliser, de gré ou de force pour défendre le pouvoir de la bourgeoisie.

En effet, les 8 soldats assassinés venaient de terminer un «stage de commandos» à la base de Margival, et ils effectuaient un raid de 4 jours, dans le cadre de l'entraînement de la D.O.T. (Défense Opérationnelle du Territoire). Le but de ces stages, comme de ces manœuvres est d'entraîner les jeunes appelés à la contre-révolution, contre le fameux «ennemi de l'intérieur» : pendant ces 4 jours de raid, ils devaient atteindre un objectif sans se faire voir de la population ce qui prouve que c'est avant tout des masses populaires que se méfient les stratèges bourgeois de la D.O.T., et ils ont bien raison. Cela explique aussi peut-être, que le sergent-chef ait fait engager la colonne dans un tunnel où elle pouvait progresser à l'abri des regards.

Pour les chefs de l'armée bourgeoise, les soldats, comme les 8 assassinés à Chezy qui, à l'exception du sergent-chef étaient des appelés, ne sont que du bétail, de la chair à canon. 7% de pertes telle est la norme autorisée par les règlements. Les accidents sont donc fréquents et meurtriers : un engin blindé se renverse à Verdun : 1 mort ; une avalanche entraîne un groupe de chasseurs alpins : 3 morts ; un camion militaire se renverse : 2 morts ; une marche de nuit à Besançon : 1 mort ; une autre à Clermont Ferrand : 1 mort, etc...

Dans l'armée bourgeoise, la vie des soldats ne compte pas. Dans l'armée populaire des pays socialistes les exercices ne sont ni moins durs, ni moins dangereux, mais il n'y a pas de telles pertes car un principe guide les officiers rouges : les capital le plus précieux, c'est l'homme. C'est pourquoi ils prennent un soin particulier à la vie et à la santé des soldats.

Les officiers de l'armée bourgeoise sont d'un autre type. Ce sont eux les responsables des 8 assassinats de Chezy : ils paieront un jour.

le débat sur la motion de censure une mascarade !

«Le nouveau système monétaire international doit reposer sur un système de parité fixe» déclarait Pompidou le 27 septembre. «L'idée d'un changement de parité de notre monnaie confine à l'absurde. Vous voudrez bien m'en donner acte. Je n'insisterai pas davantage, car insister sur l'absurde, c'est presque le prendre en considération» soulignait Giscard d'Estaing le 19 décembre à l'Assemblée. Un mois après, le même Giscard annonce que le gouvernement a décidé «l'absurde»: le franc flotte, c'est une dévaluation de fait. Une pareille «continuité» dans les prises de position des gouvernants, met en évidence les difficultés dans lesquelles la bourgeoisie française se débat, à l'heure où s'accroît la crise internationale du capitalisme. Pour continuer à gouverner, la bourgeoisie doit envisager un ravalement de façade. Il n'est certes pas question dans l'immédiat d'un recours à «l'Union de la gauche». Comme nous l'avons déjà expliqué, cette carte est tenue en réserve par la bourgeoisie pour répondre à une situation qui verrait un aiguissement beaucoup plus grand de ses contradictions avec la classe ouvrière. Ce qui est à l'ordre du jour ce sont des modifications plus modestes: celles qu'indique par exemple la réapparition sur le devant de la scène politique d'une personnalité comme Debré. De sa longue intervention aux assises de l'UDR à son face à face

télévisé avec Mendès France, la résonance donnée à ses récentes déclarations n'est pas fortuite: Debré membre du même parti que Messmer n'a jamais caché ses réticences à l'égard de la construction de l'Europe. Resté dans l'ombre depuis son départ du gouvernement voici près d'un an Debré le 20 janvier, soutient la décision gouvernementale tout en soulignant qu'elle est insuffisante: «le flottement du franc est le préalable à une stratégie économique et sociale que le gouvernement va devoir appliquer». Deux jours plus tard devant le parlement il se fait plus pressant: «la leçon doit être comprise par le gouvernement et par le parlement: c'en est fini de l'insouciance, du laissez-aller et du refus de choisir, sinon ce sera l'aventure. Votre décision, Monsieur le Premier Ministre, n'aura de valeur que si elle est l'aube d'une grande politique.» A la fin de la semaine, devant l'UJF de la Loire la critique est encore plus nette: «Cette crise mondiale nous a atteints alors que, faute d'une rigueur suffisante dans la gestion de nos finances, nous étions en état de moindre résistance».

Au même moment, à l'intérieur même de la majorité actuelle, certains lancent des appels à «l'élargissement»: «il est absurde de voir un certain nombre de nos partenaires au sein de la majorité, quelles que soient leurs responsabilités, tenir des propos rétrécissants au sujet de la majorité telle qu'elle est

actuellement» a dit Robert Chirac, secrétaire national des Républicains Indépendants, parti de Giscard, en parlant d'un éventuel accord avec Lecanuet. La position adoptée à l'Assemblée par les «réformateurs» de Lecanuet et qui redonne un peu «d'éclat» à leur formation politique vient donc fort à propos. Faisant voter par son groupe pour la première fois une motion de censure déposée par les partis de la «gauche» en leur donnant à cette occasion un coup de chapeau «les oppositions - on me permettra ce pluriel - se sont conduites en oppositions responsables et représentatives de la France», Lecanuet qui se pose en défenseur de l'union européenne des 9, veut montrer que la majorité actuelle doit compter avec lui.

Quelles que soient les nouvelles combinaisons politiques envisagées par la bourgeoisie, l'objectif reste unique: faire payer la crise aux travailleurs. Tout ceci était fort clair dans les interventions au parlement. Au cours de cette mascarade que fut la convocation du parlement en session extraordinaire, qui vit le débat du vendredi après-midi sur la motion de censure partir sur «les raisons de l'absence de Mitterand due ou non à sa dent de sagesse», tous les partis bourgeois ont exprimé les limites qu'ils n'entendaient pas dépasser dans la «mise en cause» du régime. A Durafour, président du groupe parlementaire des

«réformateurs», qui avait déclaré: «il faut savoir faire preuve d'une certaine élégance en politique et ne pas en rajouter, lorsque quelqu'un est dans la mouise» Mitterand a fait écho: «ne craignez pas Monsieur le Premier Ministre que l'opposition, malgré ses critiques mélange les problèmes de personne et le sentiment qu'elle a de son devoir. Nous ne voulons pas compliquer vainement la tâche de ceux qui ont la charge des affaires publiques». Le leader de la «gauche» a précisé: «le devoir de tout homme politique responsable est de dire aux français qu'il n'y a pas de grand pays sans courage, mais il faut que l'effort soit partagé par tous».

On sait ce que cela signifie. Les «bonnes» paroles de Mitterand correspondent aux commentaires de la presse de droite et «de gauche» sur sa stature d'«homme d'Etat». Nul doute que la bourgeoisie songe à lui pour l'avenir: des membres de la «majorité» n'ont-ils pas déjà parlé d'élargissement incluant les socialistes.

Face à la mascarade du parlementarisme bourgeois, face aux partis bourgeois d'accord pour faire payer la crise aux travailleurs sous couvert de solidarité nationale, la seule solution est de préparer le renversement violent de l'Etat capitaliste.

UNE SEULE SOLUTION LA REVOLUTION !

«Messmer, il faut vous montrer» disait, il y a quelques temps Pompidou au premier ministre qu'il a choisi. Et Messmer, le petit doigt sur la couture du pantalon, comme du temps où il était légionnaire, de s'exécuter sans tarder. Il s'est d'abord fait la main sur des sujets d'importance nationale aussi importants que les maths modernes et les limitations de vitesse sur les autoroutes. Puis le pied plus ferme, il s'est lancé dans la grande politique pour finir en apothéose avec son fameux «Lip, c'est fini». Pas de chance pour Messmer, une fois sur deux, il tombe à côté de la plaque... Il a beau soigner son image de marque d'homme austère, autoritaire, mais efficace et d'en apporter la preuve: «j'ai ordonné ceci, j'ai décidé cela...». Chaque fois qu'il paraît à la télé (et c'est presque tous les jours) il en ramasse pour son grade. Un coup, c'est Guichard qui prône la suppression de la limitation de vitesse sur les autoroutes, quand Messmer disait le contraire quelques jours plus tôt. Un autre coup, c'est Charbonnel qui prend l'initiative de relancer la négociation Lip, quand Messmer annonçait en tapant du pied que tout était fini. Et de toute façon, quand il s'agit de choses sérieuses, Pompidou traite directement avec les responsables, avec Giscard quand il s'agit de faire flotter le franc, avec Jobert quand il s'agit d'acheter du pétrole arabe... Et Messmer, dans tout ça, imperturbable, continue à jouer le rôle pour lequel Pompidou l'a appelé: assurer une transition, achever la rupture avec l'ancienne et périmée politique gaulliste.

marché commun agricole

CHIRAC REDUIT LE NIVEAU DE VIE DES PETITS PAYSANS !

Les dernières semaines viennent d'être marquées par de nombreuses manifestations des producteurs de viande, de lait, de légumes. «Consommateur, ta colère est la mienne, la viande est chère dans la poêle... mais elle est bradée à la production» disait un tract des éleveurs de l'Aveyron, effectuant des

barrages de route, le 12 janvier. «Non ! Les paysans ne sont pas responsables de la vie chère...» affirmait le tract distribué par les paysans en colère à Mâcon et dans toute la Saône-et-Loire, le 19 janvier. Les paysans rappelaient: «la viande à la production 1972: 12 F le kg, 1973: 9,50 F le kg. Le lait à la production son prix stationnaire

depuis 1973 reste inférieur au prix de revient. Le revenu des maraîchers, le prix des légumes est le même depuis 10 ans... En un an les coûts de production ont considérablement augmentés:

- matériel agricole: plus 20%
- engrais: de plus 20% à plus 50%
- fuel: plus 152%
- tourteaux: de plus 60% à plus 90%
- charges diverses (fiscales, sociales, salariales): plus 20%

Les petits producteurs particulièrement nombreux dans le secteur de la viande bovine sont durement touchés, leur lutte est souvent une lutte pour la survie.

Le soutien à la revendication de hausse des prix à la production par la FNSEA, dirigée par les plus riches des exploitants agricoles désireux de préserver leurs profits, ne doit pas cacher le fait de la participation importante des petits producteurs aux manifestations de janvier. La situation de ces derniers va forcément s'aggraver par la flottaison du franc, dévaluation de fait, qui renchérit les produits importés: par exemple, un certain nombre de produits industriels tels que le matériel agricole, sont dans une forte proportion importés, (le soja largement utilisé pour l'alimentation du bétail vient des Etats-Unis); ils seront donc vendus plus cher aux paysans.

Les mesures prises à Bruxelles n'arrangent rien: le ministre français de l'agriculture CHIRAC et ses compères européens se sont mis d'accord pour un relèvement moyen des prix agricoles à la production de 7%, (de 5% pour la viande bovine alors que les producteurs réclamaient au moins 10%). Pourtant, même 10%

était déjà bien loin de compenser, pour le petit producteur, la baisse du pouvoir d'achat résultant de la baisse antérieure des prix à la production, de la hausse générale du coût de la vie.

Dans le cadre du «Marché Commun Agricole», les bourgeoisies européennes d'entendent donc pour écraser le petit paysan. La baisse des prix agricoles à la production correspondait elle-même à des décisions prises dans le cadre du «Marché Commun Agricole»: voici un an, les Etats capitalistes d'Europe occidentale avaient décidé d'ouvrir largement les frontières de la Communauté Européenne aux importations en provenance de pays tiers, notamment pour la viande bovine, ceci afin d'imposer par la concurrence aux agriculteurs européens cette baisse à la production. Mais ceci n'empêche pas les bourgeoisies européennes de se livrer entre elles une concurrence acharnée qui menace les fondements mêmes du Marché Commun. Ainsi, la bourgeoisie française escompte que les exportations agricoles - part importante des exportations globales de notre pays, 18,5% - contribueront à rééquilibrer la balance commerciale de la France, actuellement déficitaire. Pompidou déclarait récemment: «Il est naturel que notre pays puisse récupérer une partie de son déficit grâce à son agriculture». La dévaluation du franc entraînant un abaissement des prix à l'exportation doit, dans l'optique des capitalistes français, rendre les produits français plus concurrentiels sur le marché mondial, dont celui de la communauté Européenne. Cela vaut pour les produits industriels et les produits

agricoles à destination des pays tiers. Mais il en va autrement pour les produits agricoles commercialisés dans les pays du Marché Commun. Si la France, qui dévalue, exporte ses produits agricoles dans ces pays à un prix plus bas qu'avant la dévaluation, elle est en contradiction avec le principe adopté par les 9 pour le «Marché Commun Agricole»: un marché unique avec un prix unique dans toute la Communauté; pour chaque produit agricole. Aussi afin de corriger les effets d'une dévaluation (ou d'une réévaluation), les pays du «Marché Commun» ont recours au «Montant compensatoire», ce qui signifie, dans le cas de la dévaluation du franc: un bovin français exporté en Allemagne supporte à la frontière une taxe qui le rend aussi cher qu'auparavant sur le marché allemand (en retour, quand un bovin allemand est importé, il n'aura pas sur le marché un prix supérieur au prix antérieur à la dévaluation, grâce à la subvention versée par l'Etat allemand aux exportateurs allemands).

Les «montants compensatoires» constituent en fait une nouvelle barrière douanière utilisée par chaque pays européen pour protéger son marché national face à la concurrence des autres pays européens. Ceci est évidemment contraire au projet d'un marché unique. La multiplication des dévaluations et réévaluations depuis la mise en route du «Marché Commun Agricole» ont donné lieu à la mise en œuvre de «montants compensatoires» qui sont autant de barrières douanières; celles-ci soulignent toutes les difficultés d'union entre les impérialismes européens rivaux.



pas de solidarité nationale entre exploités et exploités !

Pour les travailleurs, la dévaluation de fait du franc (5% environ) signifie que la bourgeoisie veut leur faire payer la crise de deux façons :

1) par une hausse très importante des prix : tout produit coûtera plus cher et cette augmentation touchant par exemple les matières premières, les sources d'énergie se répercutera sur tous les produits manufacturés.

2) Par une intensification du travail : la bourgeoisie répète qu'il faut gagner ce qu'elle appelle « la bataille pour l'exportation », pour couvrir le déficit du commerce extérieur, c'est à dire produire davantage, comme le dit Messmer « la vérité maintenant, c'est que nous devons travailler et produire, et que tous, chefs d'entreprises agricoles, industrielles et salariés doivent s'engager dans cette bataille pour l'exportation avec toute leur volonté »...

Pompidou lance le même appel à Poitiers « il faut de la volonté, et que chacun travaille à sa place. La foi, la confiance sont indispensables à la réussite générale. Il faut le faire avec une ardeur renouvelée. Je fais appel à la collaboration de tous ».

Pour Debré il faut « faire appel à l'effort, l'imagination, à la générosité ». La bourgeoisie essaie de jouer sur la solidarité nationale : que chacun se mette au travail et tout le monde s'en sortira. Mais la ficelle est grosse, et le gouvernement est clair sur ses intentions. D'un côté, il prétend que « cela doit s'appliquer aussi pour les salariés qui dans leur propre intérêt doivent modérer leurs revendications ».

Dans les négociations salariales par secteur qui commencent, le patronat veut limiter les augmentations de salaires à l'augmentation officielle des prix, calculée sur la base d'un indice truqué, ce qui provoquera une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Ainsi, à Renault, la direction refusait même les 2% de marge supplémentaire qu'elle avait accordée l'an dernier.

De l'autre il ajoute : « Il n'est nullement dans notre intention de refuser à l'industrie et aux services la

répercussion dans leurs prix des hausses récentes des matières premières et de l'énergie. Ce serait les condamner à l'affaiblissement ». (discours de Messmer à l'assemblée le 25/1/74).

Le gouvernement annonce des hausses de prix, donc des bénéfices accrus pour les capitalistes et demande aux travailleurs d'accepter la diminution de leur pouvoir d'achat « par patriotisme ». Toute une campagne est orchestrée sur le thème de la « solidarité nationale ». La radio fait de la publicité sur des sondages qui annoncent en fait que les masses vont être contraintes à réduire encore leurs achats, ces sondages disant : « Les français sont prêts au sacrifice... » La « Vie Française, l'Opinion » commente : « ils traduisent d'excellentes intentions. En temps de crise nationale, ne faut-il pas se limiter au nécessaire et renoncer au superflu ? C'est un objectif qui fait honneur à l'esprit civique des français ». La bourgeoisie ne manque pas d'audace, en parlant de « superflu », quand elle annonce que 33% des personnes interrogées achètent moins de vêtements, 40%, moins de biens d'équipements, 41%, rognent sur leurs vacances et que les dépenses alimentaires baissent de 15%.

Mais la bourgeoisie craint en même temps, à juste titre, la colère des ouvriers. Comme le dit Debré la bourgeoisie demande « un effort et des mesures difficiles à faire accepter si elles ne sont pas accompagnées par une politique sociale ». C'est pourquoi elle est forcée d'accorder des miettes pour essayer de gagner l'essentiel. Les 100 F mensuels accordés aux personnes âgées et aux bénéficiaires d'allocations logement ne sont pas un cadeau qui achètera le silence des travailleurs. Ils ont besoin de bien plus pour payer les augmentations, loin de se sentir solidaires de leurs patrons, les travailleurs lutteront pour de substantielles augmentations de salaires, contre la dégradation de leurs conditions de vie.

le flottement du franc NOUVEAU CONSTAT D'ECHEC POUR LA CONSTRUCTION EUROPEENNE !

La dévaluation de fait du franc intervenue il y a plus d'une semaine, est un nouvel indice des importantes divergences des partenaires européens, et des moyens contradictoires mis en œuvre par ces pays pour faire face à la crise de l'impérialisme. Qu'il s'agisse des questions énergétiques ou des problèmes du Fonds Européen de Développement Régional, les 9 ne sont pas arrivés à définir dans la période une politique commune.

PAS D'UNITE MONETAIRE...

L'unité politique de l'Europe que les 9 prétendent dans leurs déclarations réaliser d'ici 1980, exige entre autre, comme condition, que l'unité monétaire soit réalisée. Un premier pas vers cette unité monétaire c'est que les monnaies européennes arrêtent de fluctuer les unes par rapport aux autres et qu'elles s'échangent à un taux fixe. C'est ce que, dès 1972, les impérialismes européens avaient tenté partiellement de réaliser en instaurant une marge maximum de fluctuation entre leurs monnaies de 1,125%. Chacune des banques centrales européenne des 9 engageait à intervenir sur les marchés pour que la monnaie de ses partenaires ne varie pas en hausse ou en baisse au-delà de ces 1,125%. Cette décision a d'abord été violée par l'Angleterre et l'Italie qui ont fait flotter leur monnaie; aujourd'hui, l'impérialisme français, à son tour laisse flotter sa monnaie. La faiblesse du franc par rapport au dollar, et aussi par rapport au mark devrait se sanctionner par une dévaluation de fait. Pour maintenir la parité du franc avec le mark, ces dernières semaines la banque de France dépensait chaque jour entre 45 et 50 millions de dollars. Le seul moyen d'arrêter cette hémorragie de devises, c'était de renoncer à maintenir la parité convenue avec le mark. Cette décision a suscité de vives contradictions avec l'impérialisme allemand qui voit l'avantage que va en retirer l'impérialisme français (facilité accrue de vendre en Allemagne qui représente plus de 20% du commerce extérieur français) et les difficultés qui vont en résulter en Allemagne pour les exportations vers la France. La balance des échanges commerciaux entre la France et l'Allemagne qui est aujourd'hui au profit de l'impérialisme allemand, risque d'être renversé. C'est

pourquoi le gouvernement allemand a été jusqu'à proposer un crédit de 3 milliards de dollars au gouvernement français pour qu'il renonce à la dévaluation. La décision du gouvernement français rend caducs aujourd'hui tous les accords monétaires passés et fait effectuer un pas en arrière à l'unité européenne.

...PAS D'UNITE POUR LE FONDS DE DEVELOPPEMENT...

Les problèmes du Fonds Européen de Développement Régional font aussi apparaître de solides antagonismes au sein de la communauté des 9. La réunion de Copenhague, en décembre des chefs d'Etats Européens avait confirmé l'établissement avant le 1er janvier 74 de ce « Fonds de Développement Régional ». Près d'un mois après, rien n'est fait, les ministres des 9 ne se sont pas mis d'accord ! un tel « fonds » alimenté par les contributions de chacun des 9 doit normalement servir à subventionner les régions des pays d'Europe « les plus défavorisées », c'est à dire en clair, celles où le capitalisme a, par le développement inégal des régions développé un chômage intensif. Il s'agit, par ce « fonds de développement » de donner les moyens aux capitalistes européens d'exploiter le volant de chômage existant dans ces régions. L'Angleterre (pour l'Ecosse), l'Italie (pour le Mezzogiorno, le sud) et dans une moindre mesure de France (pour l'Ouest) sont les pays qui insistent le plus pour que ce fonds de développement régional soit mis en place rapidement et réclament que le montant total des contributions, c'est-à-dire de l'argent distribué se monte à 12 milliards de francs. C'est l'Allemagne qui a fait échouer ce

projet en refusant de souscrire pour une telle somme. Son refus crée une situation de blocage au niveau de l'Europe.

...PAS D'UNITE SUR LA QUESTION DE L'ENERGIE

Quant aux divergences chez les 9 sur les questions énergétiques, Front Rouge les a abordé déjà plusieurs fois : positions différentes par rapport aux propositions US de constitution d'un front commun de pays consommateurs; positions divergentes sur la construction de centrales nucléaires communes puisque la France, la Belgique, l'Italie entament de leur côté la réalisation du plan EURODIF, tandis que l'Allemagne, l'Angleterre et la Hollande mettent en route un autre projet URENCO. Chacun des pays européens s'affaire à conclure des contrats séparés avec les pays producteurs de pétrole, l'Angleterre avec l'Iran, la France avec l'Arabie Séoudite....

Ce constat d'échec, de blocage de la Communauté européenne des 9, Pompidou lui-même l'a tiré quand il est allé à Poitiers : « L'union douanière et le marché commun agricole sont les seules réalisations solides actuelles » a-t-il déclaré. L'Union douanière date de 1958, le marché commun agricole s'est constitué dans les années 66-68. Une telle appréciation de Pompidou sur les acquis de l'Europe alors que depuis 1969, il a engagé l'impérialisme français sur la voie de la construction européenne, alors qu'il a pris l'initiative des derniers « sommets » de Paris (72) et de Copenhague (73) est révélatrice. L'importance des contradictions inter-européennes, leur aiguisement durant la crise, prend aux yeux de Pompidou, le pas sur tous les « résultats » acquis à ces différents sommets !

exportations d'armement L'IMPERIALISME FRANCAIS AU TROISIEME RANG DERRIERE LES 2 SUPERPUISSANCES

Il est une industrie que la crise actuelle ne touchera pas, bien au contraire, c'est l'industrie des armements.

La hausse du prix du pétrole est l'occasion d'énormes rentrées de devises dans les caisses des pays arabes du Moyen-Orient, or la nécessité de faire face aux visées dominatrices des 2 superpuissances dans cette région du monde, la nécessité de soutenir le peuple palestinien, mais aussi les ambitions de certains monarches réactionnaires, font de ces pays de gros consommateurs d'armes, et, entre autre, de gros clients des marchands de canons français.

Il y a gros à parier que Jobert aura abordé le sujet au cours de son récent voyage au Moyen-Orient. Voilà de nouveaux débouchés pour l'industrie française de l'armement.

Autre raison pour que cette industrie soit encore favorisée : la dévaluation camouflée. Cela va favoriser les exportations françaises, donc celle des armes. Déjà en 1973, les industriels de l'armement avaient décroché près de 8 milliards de francs de commandes, en record dans les annales des marchands de canons français.

La grosse partie de ce chiffre d'affaires a été réalisée au cours du dernier trimestre grâce aux commandes des pays arabes engagés, de près ou de loin, dans la guerre du 6 octobre. Voilà qui éclaire les dessous de la politique « pro-arabe » de la France : un atout dans la concurrence entre marchands de canons pour arracher de nouveaux marchés, de nouvelles sources de produit. L'armement est en effet un domaine, où la concurrence inter impérialiste est sévère. L'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique se taillent bien entendu, la part du lion, grâce à sa performance de 1973, l'impérialisme français est en bonne voie pour récupérer la 3ème place mondiale que lui avait ravie en 1972 la Grande-Bretagne.

C'est que le marché mondial de l'armement est d'importance, rien que pour l'aéronautique, dans les 10 ans, les experts évaluent à 29.000 avions, soit 455 milliards de francs.



Chargement d'armes françaises destinées à la junte chilienne !

OCTOBRE

«Éléments sur le mouvement marxiste-léniniste en France»

N° 3-4 (10f) est sous presse

ATTENTION POUR PASSER VOS COMMANDES

Ecrire à : «OCTOBRE BP 34 75061

PARIS CEDEX 02»

C.C.P. N° 33-999-29 LA SOURCE



doux (péderne) 8eme semaine de grève

A péderne, les ouvriers de l'abattoir Doux sont en grève depuis 8 semaines. L'abattoir Doux, c'est le type de la petite entreprise dans la région. Salaires : 5,57 F/h à l'embauche, 5,93 F et 6,19 F. Conditions de travail : il ne se passe guère de jours sans un doigt coupé ou entaillé, tous les postes sont debouts, les ouvriers travaillent en alternance dans le froid et le chaud et le boulot est extrêmement sale : les cadences sont passées de 3.600 poulets/heure en juillet 73 à 4.800 en décembre 73 ! Ce qui était fait en 9 h l'est en 7.

Cette description pourrait aussi bien être faite pour n'importe quelle autre petite entreprise de la région.

Les grévistes demandent 6,35 F/h à l'embauche soit un salaire mensuel de 1.100 F/mois, une prime de transport et l'amélioration des conditions de travail.

Depuis le 6-1, les négociations étaient rompues. Doux a essayé de diviser les ouvriers en proposant une petite augmentation et un accroissement de la hiérarchie des salaires sous la forme

d'une quatrième classe «super» avec des caractéristiques qui en faisait un salaire à la tête du client. Les ouvriers ne sont pas tombés dans le piège, ils ont refusé.

Doux a également fait appel aux flics. Tout a été fait pour empêcher le contact avec les ouvriers des autres usines Doux ; ainsi dernièrement, les grévistes ont tenté de prendre contact avec les travailleurs de Port Launay ; mais 70 gendarmes mobiles les attendaient pour empêcher la rencontre. Une bonne partie des ouvriers de Plouray, autre abattoir appartenant à Doux, s'est quand même mis en grève.

Dernièrement, Doux a poussé le culot jusqu'à envoyer une lettre à chaque gréviste : ceux qui ne rentreraient pas seraient considérés comme démissionnaires. Cette atteinte au droit de grève n'a pas impressionné les grévistes.

Doux a le soutien plus ou moins ouvert des représentants des aviculteurs-couveurs de la région : ils sont venus voir les grévistes de

Péderne pour faire pression sur eux et leur demander de reprendre. Il y avait dans cette délégation quelques «petits» aviculteurs dont certains emploient jusqu'à une trentaine d'ouvriers dans leurs poulaillers. Les petits aviculteurs, eux, les vrais, commencent à voir que ce n'est pas du côté de Doux qu'il faut se ranger, mais que leur situation les mettrait plutôt aux côtés des grévistes.

Si les grévistes gardent un moral à toute épreuve, c'est parce qu'ils sont bien décidés à vaincre et que le soutien s'est organisé efficacement. Depuis le début de la lutte, des comités de soutien se sont mis en place dans toute la région : à Lannion, Paimpol, St-Brieux, Guingamp, Brest, Rennes, etc... mais aussi dans de toutes petites villes comme Rostréren, Bégard, Quitin, Plancoët... Les lycéens de Guingamp ont manifesté plusieurs fois en soutien aux grévistes, alors que la CGT et la FEN ont attendu la 5ème semaine pour participer à une manifestation locale ! Les collectes des comités de soutien ont déjà rapporté 5 millions.

Les UD, CGT, CFDT, elles, après un effort échevelé ont réuni par collecte 238.000 anciens francs ! ils ont ajouté un million provenant de la caisse de secours.

De nombreuses initiatives ont été prévues dans les semaines qui viennent, le 18-1 à Guingamp : galas, manifestations, initiatives locales, réunions d'information... Le 2 février, à Bégard un gala de soutien aura lieu avec Fest-Noz, meeting-débat, film, théâtre...

Cette lutte et le soutien qui s'organise autour d'elle sensibilise les travailleurs de la région, dans une période où le capitalisme accentue ses attaques directes contre les conditions de vie et de travail des ouvriers.

Les travailleurs de Péderne montrent la réponse à donner à l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie.

DOUX DOIT CEDER !

SOUTIEN TOTAL AUX GREVISTES

Correspondant St-Brieuc

CITROEN :

5 JOURS

CHOMES

POUR

LES

OUVRIERS

Le plan de chômage Citroën continue. Citroën a contraint 60.000 ouvriers au chômage pendant les fêtes de fin d'année. Maintenant, il leur prélève ces jours chômés sur leurs congés : ils seront payés sur leurs congés qui en seront d'autant diminués ! Les ouvriers de Citroën auront le droit de se reposer seulement du 2 au 29 août au lieu du 2 août au 3 septembre.

De plus Citroën annonce de nouveaux jours de chômage : les 4 et 18 février pour 20.000 ouvriers, les 31 janvier 1er, 14 et 15 février pour plusieurs milliers d'autres à Rennes.

Comme chez Simca, les pressions se multiplient pour obliger les travailleurs immigrés à partir volontairement : Citroën leur propose des congés anticipés, leur accorde des autorisations d'absence et va même jusqu'à leur donner 800 F s'ils veulent partir !

HALTE AU PLAN DE CHOMAGE

NON AUX MESURES D'EXPULSION DEGUISEE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES !

CITROEN DOIT PAYER !

LIP: pas de licenciement pas de démantèlement

Ce lundi 28 janvier, une semaine décisive commence pour les Lip. Les discussions avec Bidegain chargé de négocier, sur la base du plan Neuschwander ont commencé depuis samedi dernier, et les Lip vont devoir examiner cette semaine à travers les premiers résultats, s'il s'agit d'une nouvelle mystification, ou si au contraire leur revendication centrale «Pas de licenciement, pas de démantèlement» va enfin être satisfaite par la bourgeoisie. Cette question, c'est celle que les Lip se posent depuis que plan Neuschwander a été annoncé. Tel que le plan Neuschwander a été présenté aux travailleurs, il recèle deux possibilités : soit la satisfaction des revendications des Lip, (parce que la bourgeoisie ne voudrait pas que cette lutte exemplaire contre les licenciements persiste au moment même où le développement du chômage se fait gravement sentir, où les menaces sur l'emploi pèsent dans de très nombreuses usines) soit la liquidation feutrée de la lutte des Lip en organisant progressivement la reprise chez Arbel, une reprise partielle à Palente, et la dispersion des autres travailleurs pour une période indéterminée dans les centres de formation, pour annoncer dans plusieurs mois que le démantèlement est effectif, que les travailleurs ne peuvent être repris compte-tenu des difficultés économiques...

C'est pourquoi les négociations de ce début de semaine, et les précisions que les travailleurs réclament à Bidegain sur le plan Neuschwander sont décisives. Contrôler pas à pas les propositions du plan pour y voir clair dans les manœuvres de la bourgeoisie, est la condition pour éviter ses pièges et arracher victoire.

Ce matin, à l'AG qui s'est déroulée à huis clos, les travailleurs de Lip ont fait le point sur les premières propositions de Bidegain, sorties des réunions avec les syndicats à Dôle. Sur le holding d'abord : cette «Société Européenne de Développement de la Mécanique et de l'horlogerie» serait à 66% de capitaux français, à 34% de capitaux suisses ; elle aurait deux filiales : une d'armement et une de mécanique et d'horlogerie. Dans la filiale armement, Arbel disposerait de 49% du capital, le holding les 51% restants. Arbel ne s'intégrerait donc pas directement au holding. Sur le contentieux existant entre les Lip et le syndicat concernant la question du trésor de guerre, du stock de montres dont les Lip ont pris possession, Bidegain assimile les «paies sauvages» à des indemnités de licenciement qui devaient de toutes les façons être versées aux Lip, mais il réclame la restitution rapide du trésor de guerre. Sur le «statut social» à l'intérieur de la nouvelle société,

les salaires seraient réajustés sur la grille du Doubs, ce qui traduirait une perte par rapport à l'ancien statut des Lip, mais compensé par quelques avantages...

Mais c'est avant tout sur la question de l'emploi et des garanties de l'emploi, ce qui est la revendication centrale des Lip, que les propositions actuelles de Bidegain apportent le moins de satisfaction. Il propose de reprendre entre 200 et 300 travailleurs d'ici le 1er mars, de réembaucher 542 travailleurs à nouveau en juillet, et éventuellement de reprendre encore des travailleurs avant la fin de 74. Aucune garantie n'a encore été fournie par Bidegain de l'embauche avant la fin de 74 de tous les travailleurs de Lip. Pressé de s'expliquer là-dessus, il a expliqué qu'il ne voulait pas s'engager, que la possibilité de réembaucher tous les Lip dépendait de la conjoncture et

des premiers résultats de la société...

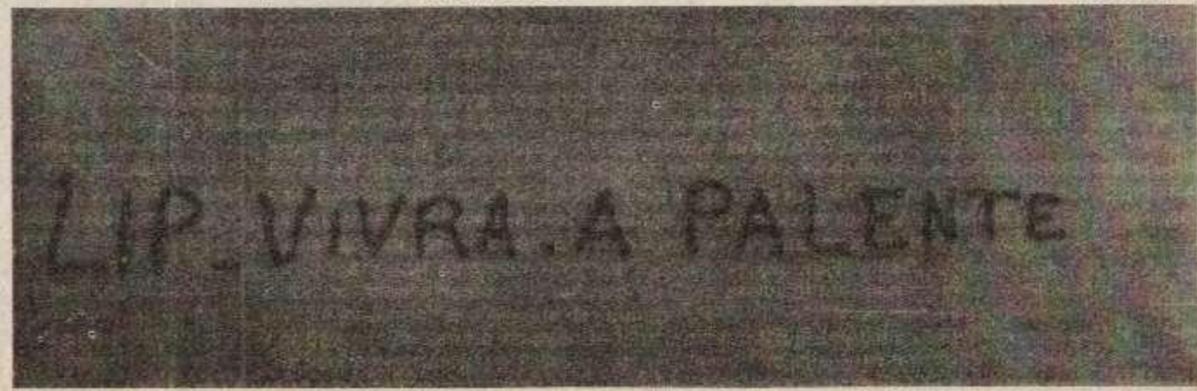
Voilà les premiers résultats connus. Demain d'autres propositions doivent être faites. Les Lip cherchent à obtenir d'effectives garanties concernant l'emploi. Les travailleurs, s'ils sont prêts à essayer la solution Neuschwander, n'entendent nullement se laisser manœuvrer par la bourgeoisie. Ils ont vu par exemple comment elle a procédé pour le réembauchage à la rue Violet pour Arbel : parmi les 30 qui travaillent déjà des jaunes notoires (comme CAILLARD ce cadre qui a eu maille à partir avec les Lip), des éléments qui ne participent pas activement à la lutte, des syndiqués CGT, peu d'éléments actifs... Pour éviter que ces travailleurs ne se coupent des grévistes, chaque matin des grévistes vont à la rue Violet distribuer le bulletin Lip-Unité, et discuter avec ceux qui ont été réembauchés.

Les travailleurs savent que de multiples pressions vont s'exercer sur eux pour qu'ils acceptent sans discuter les propositions de Bidegain. Ils savent bien que la confédération CFDT leur baratinait la semaine dernière que Charbonnel était avec les Lip, qu'il les soutiendrait jusqu'au bout. Ils savent que les délégués CGT face au plan Bidegain et aux garanties que réclament les travailleurs ne trouvaient rien d'autre à demander que : «Est-ce qu'il y aura des primes de salissure pour les chaussures, est-ce qu'il y aura des blouses neuves ? ...»

Plus que jamais, l'unité de combat des Lip est nécessaire pour contraindre la bourgeoisie à satisfaire, comme doit le faire le plan Neuschwander, leurs revendications :

PAS DE DEMANTELEMENT, PAS DE LICENCIEMENT

le 28.1.74





houillères de lorraine :

après 20 jours de grève
la direction cède

Le 9 janvier, les 400 cheminots des Houillères de Lorraine se mettaient en grève contre les clauses de la nouvelle convention collective, et en particulier contre la paie au poste : en cas de mutation dans une catégorie inférieure, ce qui est fréquent, le mineur est payé dès le premier jour dans cette catégorie. Cela touche tous les mineurs et systématiquement les vieux mineurs qui, trop usés ne peuvent plus rester au fond. En travaillant «au jour» ils passent de 1.700 F à moins de 1.200 F par mois.

Le lendemain pour essayer de dresser le reste des mineurs contre les cheminots et l'ensemble des masses françaises contre les mineurs, la direction lock-oute ses 10.000 ouvriers. Après la reprise des cheminots le 20 janvier, elle refuse toujours d'indemniser les lock-outés, qu'elle a mis en «vacances» forcées. Elle propose ensuite de rattraper les jours chômés en travaillant 6 samedi, jours de repos, alors que les mineurs se sont battus pendant des années pour la semaine de 5 jours.

Le samedi, contrainte par la détermination des mineurs, toujours en grève, la direction a dû céder sur l'indemnisation des jours de lock-out et de grève. Le lundi, les cheminots, qui n'avaient pas obtenu l'indemnisation de leurs journées de grève, se sont remis en grève. La direction ne peut se permettre de lock-outer une seconde fois l'ensemble des mineurs, au moment même où se discutent les nouveaux accords salariaux, après son premier recul. Deux heures après le déclenchement de la grève, elle devait céder !

28/1/74

mines : comme en 1947, les révisionnistes appellent à une nouvelle bataille pour la production

La bourgeoisie française a mis au point un plan de récession de l'exploitation du charbon jusqu'en 1982 - 83 ; elle voulait réduire la production en charbon dans la mesure où, en pillant le pétrole des pays arabes, elle obtenait une source d'énergie à bas prix. Elle n'a pas hésité à liquider un grand nombre de mines, jetant des milliers de mineurs au chômage, vidant des régions entières.

Depuis 1968, dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais, la production a baissé de 2 millions de tonnes par an. Elle n'atteint même plus les chiffres prévus pour 1972, 12,6 Mt au lieu de 14,3 ; en 73 elle passe à 10,4 Mt. Cette régression encore plus rapide que prévue est générale. En 73, 93% seulement de la production.

La direction des Houillères prétend que le rendement est insuffisant, alors qu'en une année il a augmenté officiellement de 2,6% ; elle ajoute que l'absentéisme a été plus fort que prévu, les effectifs ont reculé aussi plus vite que prévu. En fait, tous ces imprévus sont le résultat normal de la politique de la bourgeoisie.

Maintenant que le charbon redevient «compétitif» dans une certaine mesure, il est fort probable que la bourgeoisie révisse un peu cette politique. Déjà, dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais, elle procède à une embauche accrue pour stopper la

chute de la production et réaliser le programme prévu cette année. M. Lagabrielle, PDG des Houillères de Lorraine, «formule l'espoir» que le prix du charbon va être doublé !

Dans la situation actuelle, la crise, aggravée précisément par la crise de l'énergie, le secrétaire général de la fédération du sous-sol CGT Achille Blondeau vole au secours de la bourgeoisie «oui, les mineurs de charbon permettront de gagner la bataille de l'énergie, comme ils ont gagné la bataille de la reconstruction et de la relance industrielle après la Libération!».

Parlons-en ! A la Libération précisément, le PCF au gouvernement, a renforcé d'une façon éhontée l'exploitation des mineurs, pour le plus grand bien de la bourgeoisie. Les mineurs furent obligés de produire plus par «l'encouragement» des horaires de 60 h par semaine, l'institution des primes de rendement et des salaires de base très bas. Tout cela a pour résultat une multiplication par 2 du nombre d'accidents graves ou mortels en 1946 par rapport à 1938. La CGT ose se vanter de ce succès de la bourgeoisie ! Et se propose de faire travailler les mineurs pour sortir la bourgeoisie de la crise. Les mineurs, avec l'ensemble de la classe ouvrière, loin de penser les plaies de la bourgeoisie, profiteront de la crise pour l'abattre !

manubat : licenciements ,agression raciste ... la riposte s'organise avec le cacf

A MANUBAT, depuis septembre, la direction a procédé à plusieurs licenciements camouflés. Faire courir des ragots, amputer la paye de quelques heures... Tous les moyens sont employés pour décourager les ouvriers. C'est surtout à cause des bas salaires qu'un grand nombre d'ouvriers a quitté la boîte.

Pour dénoncer ces licenciements camouflés, les Marxistes-Léninistes ont développé une intense campagne de propagande appuyée par les syndicalistes de l'OSR et par la section CFDT.

Le 28 novembre, la direction annonce que les horaires sont réduits de 43 h 30 à 40 h, c'est-à-dire, pour nous une baisse de salaire de 200 F par mois.

Il y a 15 jours, les sections syndicales réunissent le personnel pour leur annoncer la décision de la direction : il faut qu'il y ait 30 ouvriers qui donnent leur compte sinon... c'est 30 licenciements !

Les Marxistes-Léninistes de l'usine dénoncent cette manœuvre et insistent sur le fait qu'il ne faut absolument pas donner son compte car, dans la période actuelle, ne pas donner son

compte, c'est une façon de lutter contre les licenciements. Ils expliquent aussi que si on est tenté de donner son compte, c'est à cause des bas salaires et qu'il faut donc lutter pour l'augmentation des salaires. Quant à la CGT, elle n'hésite pas à déclarer : «Nous allons lutter contre les licenciements... mais s'il y en a qui veulent donner leur compte, ils peuvent le donner...» «Nous lutterons pour que les licenciements se fassent dans des formes légales».

En fait, c'est 39 licenciements qui sont annoncés jeudi dernier. Aussitôt, nous décidons d'intervenir le lendemain, jeudi, à l'entrée de l'usine avec mégaphone et tract, dénonçant les licenciements et appelant à la riposte. Cette intervention est très bien accueillie par les autres ouvriers.

HALTE AUX LICENCIEMENTS !

Le même jour, un travailleur immigré de l'atelier de peinture se rend au vestiaire à 17 h pour prendre sa douche (l'atelier de peinture à le droit de sortir une demi-heure plus tôt). Arrivé au vestiaire, il est agressé sauvagement par un délégué CGT : «sale arabe, tu n'as rien à faire ici...»

et il lui frappe la tête contre le vestiaire puis il le menace d'un couteau. Aussitôt les gars de l'atelier d'à côté accourent et entourent le délégué CGT en lui demandant des comptes. A la sortie, le camarade immigré vient nous trouver pour nous raconter ce qui s'est passé. Nous décidons d'intervenir dès le lendemain. La CFDT refuse d'aller trouver publiquement la CGT pour dénoncer l'acte de ce délégué. Quant à cette dernière, elle déclare que les torts sont partagés et que tous deux méritent un avertissement... C'est ce qui se produit, quand, convoqués par la direction pour s'expliquer, chacun ressort avec un avertissement...

Les syndicats ayant refusés d'intervenir, les camarades de la boîte, s'appuyant sur la juste colère des travailleurs décident immédiatement de créer un CACF regroupant travailleurs français et immigrés. A sa première réunion, le CACF décide d'intervenir et d'appeler à une assemblée générale au casse-croûte à 8 h 30 afin de faire le lien entre cette agression raciste et les licenciements qui se préparent et de montrer en quoi cet acte raciste est une manœuvre pour diviser les travailleurs face à la crise, face aux licenciements. Le CACF demandera aux sections syndicales de désapprouver publiquement l'acte du délégué et de prendre en main la lutte contre les licenciements. Déjà une pétition circule dans toute l'usine...

HALTE AUX AGRSSIONS RACISTES !
HALTE AUX LICENCIEMENTS !
1.500 F MINIMUM POUR 40 H !

Correspondant
Manubat-Dijon

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

DIJON

palais des congrès
salle des conférences

dimanche
3 février
14 h. 30

foyer losserand 271 travailleurs immigrés expulsés avec 40 cars de flics

Samedi 26-1, à 7 h. 40 cars de flics investissent le quartier de la Porte de Vanves, cernent le foyer du 214, rue Losserand.

Depuis une semaine, nous nous attendions à l'arrivée des flics tous les jours. Cependant le Comité de Soutien n'avait pas résolu la question des initiatives pour reprendre l'offensive, ni la question de la résistance du foyer en cas d'attaque policière. De plus, trotskistes, révisionnistes et réformistes de tout poil avaient tout fait, pour que ces questions ne soient pas étudiées sérieusement.

Vendredi soir, à la réunion du comité de soutien, des bruits d'intervention policière pour le lendemain. Plus d'une centaine de français dont des militants du CACF s'étaient mobilisés pour passer la nuit au foyer avec les 271 travailleurs africains.

Quand l'arrivée des flics est annoncée, tout le monde se regroupe dans les chambres. Les mots d'ordre «travailleurs français immigrés, une seule classe ouvrière, non aux expulsions» sont repris massivement. Un bulldozer enfonce le portail d'entrée, les gardes mobiles se précipitent, défoncent les portes, cassent les fenêtres, sacagent tout.

Ils commencent par arrêter les camarades français. Quelques brutalités. A 9 h ils sont tous embarqués.

Les travailleurs africains sont rassemblés, non sans peine. Un dirigeant du P.C.F. local vient négocier avec la police. Les travailleurs africains dénoncent cette manœuvre. Au bout de 3 heures, les flics finissent par répartir les locataires dans différents bus qui les disperseront dans 5 foyers de Paris et de la banlieue.

Que se passe-t-il à l'extérieur. A 8 h, c'est la rentrée au lycée Villon, situé Porte de Vanves. Les lycéens, dont un certain nombre avait activement soutenu la lutte, sont révoltés par la présence policière massive. Ils organisent une Assemblée Générale, décident la grève. Plus d'une cinquantaine partent en manifestation,

boulevard Brune. Ils sont brutalement dispersés.

40 cars de flics pour 271 locataires, un quartier mis en état de siège pendant 6 heures : La bourgeoisie, ne pouvant procéder discrètement à cette expulsion essaye d'intimider la population. En effet, des luttes contre la rénovation, il y en a beaucoup à venir, dans le quartier. Déjà, au 55, rue de l'Ouest, le relais est passé. (Voir FR No 100).

Au 55, comme à Losserand, ce sont des travailleurs immigrés qui sont menacés. Les marxistes-léninistes montrent en quoi la lutte contre la rénovation du quartier, c'est aussi une lutte contre la circulaire Fontanet, contre la division de la classe ouvrière. Les travailleurs de Losserand, bien que dispersés dans différents foyers n'abandonnent pas la lutte. Ils forment déjà des noyaux dans ces foyers, ils vont expliquer leur lutte, mobiliser les autres habitants de leurs nouveaux foyers, pour obtenir que le foyer prévu rue des Arbustes dans le 14ème soit construit et qu'on les y relogé. Ils vont également lutter pour que les conditions de logement, dans ces nouveaux foyers soient améliorées.

Dans leurs explications, les marxistes-léninistes montrent aussi que la lutte contre la «rénovation», ce doit être aussi une lutte contre les foyers-prisons, les garnis et les logements insalubres.

C'est ce que nous avons fait dimanche matin, en parcourant le quartier avec un mégaphone, en appelant la population à faire échec à la SEMIREP (Sté de «rénovation» du 14ème), en popularisant la lutte de Losserand et celle du 55, rue de l'Ouest.

Notre tâche sur le quartier, est d'unir tous les menacés d'expulsion, les mal-logés, français ou immigrés, d'organiser les habitants du quartier pour que la rénovation ne se fasse pas sur le dos des travailleurs. NON, LOSSERAND CE N'EST PAS FINI !

NON AUX EXPULSIONS
DES LOGEMENTS DECENTS POUR TOUS !

PAS DE LOYERS SUPERIEURS A 10% DU SALAIRE !
LA SEMIREP DOIT PAYER !

correspondant 14ème

HALTES AUX CRIMES RACISTES

Le 21 janvier au matin, Abdel-Kader Fergong, 43 ans, employé à la compagnie de transports urbains d'Argenteuil est abattu de 3 balles dans le dos en partant de chez lui pour aller travailler. Il est à l'hôpital, grièvement blessé. Le nervi fasciste qui l'attendait dans l'obscurité s'est enfui sans difficultés.

Le 21 janvier au soir, un retraité de 68 ans s'en prend à un groupe de jeunes immigrés rassemblés à l'angle d'une rue à Noisy-le-Sec et poignarde d'un coup de couteau un jeune algérien de 15 ans qui est à l'hôpital grièvement blessé.

Vient de sortir UNE BROCHURE C.A.C.F. SUR LES FOYERS

— Le logement : un bon moyen de diviser français et immigrés.
— Les foyers : repression contrôle et exploitation.
— Le Fonds d'Action Sociale (F.A.S.) : comment la bourgeoisie s'y prend pour extorquer des millions aux immigrés...
— Les municipalités P.C.F. : en matière de logement, c'est la politique de la bourgeoisie qu'ils adoptent.

Passez vos commandes :

C.A.C.F.
162, rue Marcadet
75018 - PARIS

1 F. en timbres-poste

martinique :

non

à la

vie chère

imposée

par le

colonialisme

Actuellement, en MARTINIQUE, un vaste mouvement de lutte est en cours contre la vie chère, la hausse des prix et pour des salaires décents. Quand l'impérialisme français se débat pour se sortir de la crise en faisant retomber le poids sur les travailleurs, le peuple de MARTINIQUE et tous les peuples des colonies baptisées DOM/TOM en subissent les conséquences à une échelle plus grande encore. Tous les produits de consommation sont importés de France, donc supportent les effets de l'inflation ; en plus, la hausse des prix du carburant se répercute entièrement sur les prix du transport. Par contre, les conditions de vie des masses ne vont qu'en s'aggravant. Le chômage, déjà massif va le devenir plus encore, au moment où il se développe jusque dans la métropole impérialiste. Quant aux salaires, il suffit de savoir qu'en Martinique, le S.M.A.G. (Salaire minimum pour les ouvriers agricoles) est de 3,64 F de l'heure !

Contre ces conditions, le peuple martiniquais se dresse aujourd'hui : les dockers sont en grève. Ils exigent, entre autres, une prime de 0,40 F par carton et qu'il n'y ait pas de licenciements. Rappelons que, grâce aux nouveaux élévateurs à bananes installés par la chambre de commerce sur le quai Ouest de Fort de France, il n'y a plus de travail que pour un seul docker, là où il en avait 2 auparavant. Les ouvriers du bâtiment sont en grève illimitée depuis le 10 janvier. Ils exigent 25% d'augmentation alors que les patrons ne veulent lâcher que 6%. Depuis le 17 janvier, les ouvriers agricoles de la banane sont en grève : ils exigent 35,46 F par jour. Le salaire minimum est actuellement de 29,55 F. Les békés, les propriétaires fonciers sont tenus par la législation colonialiste de verser 29,55 F, mais ils ne les versent même pas, car ils prélèvent des retenues sur le salaire, chaque fois que l'ouvrière n'arrive pas à remplir la cadence. D'autre part, si l'horaire légal est de 8 h, les békés obligent souvent à travailler de 10 à 11 heures par jour, sans qu'il soit versé un seul centime supplémentaire.

Les élèves de 5 établissements scolaires ont fait une semaine de grève pour protester contre l'augmentation de 20% des prix d'internat et de demi-pension. Au lycée de Trinité, le proviseur a fait appel aux gardes mobiles pour qu'ils fassent évacuer l'établissement.

Ce vaste mouvement de grève contre la vie chère se développe et touche toutes les couches du peuple martiniquais. Au même moment, les travailleurs du journal «France-Antilles» se sont engagés dans leur 3ème mois de grève. Ils exigent du capitaliste Hersant patron de ce journal ultra-réactionnaire, différentes primes, le retrait des cadres racistes, le droit de contrôle sur l'information...

Les peuples dominés par l'impérialisme français refusent de payer la crise de l'impérialisme. Leur combat est le nôtre.

SOUTIEN TOTAL AU PEUPLE MARTINIQUEAIS !
A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS !

PHNOM-PENH BOMBARDEE PAR LES F.A.P.L.N.C. : AFFOLEMENT CHEZ LES FANTOCHES CAMBODGIENS

«Rester avec les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, In Tam, Sosthène Fernandez, c'est la mort, passer dans la zone libérée, c'est la vie» dit l'appel à la population de Phnom Penh du 28 décembre 1973.

Les opérations des Forces Armées Populaires de Libération Nationales du Kampuchea (FAPLNC) dans Phnom Penh sont de plus en plus pressantes, semant l'affolement parmi les «couches aisées» de Phnom Penh encore attachées au régime de Lon Nol. Les colonies étrangères, dont les gouvernements continuent de soutenir le régime pourri évacuent à la hâte ; à leur tête se trouvent de nombreux français qui fuient Phnom Penh. Ils ont même occupé les locaux d'Air France pour être évacués au plus vite. L'apparition des obus de 105 depuis 4 jours et la précision des tirs des FAPLNC ont engendré cette panique. Les canons de 105 avaient été fournis par l'impérialisme US à LON NOL ; ils sont utilisés aujourd'hui par les patriotes qui les ont récupérés pendant le démantèlement des bases de défense fantoche autour de Phnom Penh. L'artillerie de 105 est plus destructrice, plus puissante, mais aussi moins mobile que les mortiers lance-roquettes, son utilisation pour le bombardement de Phnom Penh indique que les FAPLNC ont aujourd'hui le contrôle exclusif des environs immédiats de la ville.

«Tous les points stratégiques de l'ennemi à l'intérieur de la ville se trouvent à portée de nos canons. Les traîtres de Phnom Penh n'ont ni la capacité, ni les moyens de tenir tête

aux attaques de nos FAPLNC. La semaine prochaine, le mois prochain, nous nous approcherons davantage de Phnom Penh et l'attaquerons avec plus de force.» avertissait l'appel du 28 décembre.

Les objectifs désignés dans les différents appels du FUNK sont touchés. Le Secrétariat général des forces armées fantoches où sévit Sosthène Fernandez a été atteint par des tirs de roquettes. Tout le monde à Phnom Penh savait que ces objectifs seraient systématiquement visés. La panique des fantoches est renforcée par le départ massif de Phnom Penh des habitants répondant aux appels du GRUNC. Par groupes entiers, ils quittent la ville : ainsi 17 familles ont quitté ensemble Phnom Penh avec tous leurs biens transportables, pour rejoindre la zone libérée en décembre. La même nuit, 12 «gardes d'autodéfense», avec leur famille, ont abandonné leurs postes aux alentours de Phnom Penh. Les FAPLNC les ont aidés à porter les bébés, à transporter les bagages et ont assuré leur défense jusqu'à la zone libérée.

La force des FAPLNC ne vient pas seulement des pièces d'artillerie prises à l'ennemi. Les FAPLNC puisent leurs forces dans l'appui constant de la population de la zone libérée, parmi laquelle elle plonge de profondes racines. Partout la production est intensifiée pour satisfaire les besoins des larges masses et pour alimenter le Front. Partout la riziculture a été développée. Ainsi, dans la région Est, aucune rizière n'est laissée en jachère. Toutes les variétés de riz sont

cultivées, le repiquage se fait en toute saison, afin de pouvoir faire plusieurs campagnes risicole. Les techniques rizicoles sont systématiquement améliorées.

Les habitants de Phnom Penh qui ont fui le régime Lon Nol participent avec enthousiasme à l'accroissement de la production sur la rive gauche du Mékong, et dans la région de Kompong Cham.

L'enthousiasme des masses à l'arrière, l'ardeur au combat des FAPLNC ne visent qu'un seul et même but : chasser les chiens de Lon Nol ; pour établir un

Cambodge libre et indépendant. Les grandes réalisations du peuple cambodgien dans les zones libérées attisent encore la haine de la population de Phnom Penh à l'égard des fantoches, l'encourage à lutter avec détermination contre la clique Lon Nol, l'invite à rejoindre la zone libérée où se construit le Cambodge de la victoire ! Où que Lon Nol aille se réfugier avec ses astrologues favoris, son régime n'échappera pas à la destruction complète.

GRUNC A PHNOM PENH I

27-1-74



bombardement du dépôt du carburant Caltex à Phnom Penh



USA

La compagnie pétrolière Exxon (ESSO) a augmenté ses profits de 60% en 1973. C'est ce qui vient d'annoncer son président, au cours d'une conférence de presse «délicate». Il tentait en effet d'expliquer que malgré ces fabuleux bénéfices, les compagnies pétrolières éprouvaient d'énormes difficultés !!! Autre individu embarrassé, le président US Nixon, qui ne peut oublier au moment où les compagnies pétrolières sont sur la sellette, que c'est grâce à leurs dollars qu'il est là aujourd'hui puisque sa campagne électorale a été en grande partie financée par les trusts du pétrole.

GRANDE-BRETAGNE

2.294.438 chômeurs en Grande Bretagne au 14 janvier, soit 4 fois plus que le mois précédent. Voilà le résultat des plans anti-inflation et anti-crise, de la bourgeoisie anglaise.

MOZAMBIQUE

Pour la 3ème fois depuis le début de l'année, les combattants du FRELIMO ont fait sauter la ligne de chemin de fer reliant Umtali (Rhodésie) au port mozambicain de Beira. Cette ligne, que les colonialistes portugais ont mise à la

disposition des racistes rhodésiens, a, pour la Rhodésie une importance primordiale : c'est le seul débouché vers la mer pour les matières premières qu'elle exporte.

IRAN

Le tribunal militaire de Téhéran vient de confirmer, en appel, 5 condamnations à mort contre des patriotes iraniens, accusés de complot contre le Chah. En fait, ces patriotes avaient pris nettement positions contre l'impérialisme US, et c'est ce qui a causé leur arrestation, comme celle de milliers d'autres : 6.000 prisonniers politiques pour la seule année 1973, détenus dans des conditions déplorables, torturés et soumis à l'arbitraire des tribunaux militaires.

MAROC

Le 16 janvier, le tribunal de Kenitra a prononcé de nouvelles peines contre des patriotes marocains : 6 condamnations à mort, 3 à la réclusion perpétuelle et 4 à 30 ans de travaux forcés. Ces patriotes avaient déjà été condamnés en août dernier, et c'est à la demande du procureur, jugeant les peines trop légères, qu'ils ont été à nouveau jugés en appel. Cette fois-ci, les juges ont

scrupuleusement obéi aux ordres du roitelet fantoche Hassan II.

DHOFFAR

Après les défaites sévères infligées par les combattants du FPLOGA aux commandos britanniques, dans le Dhoffar, ceux-ci ont été renforcés par des troupes iraniennes. Déjà l'Iran occupait militairement les îles d'Oman, ouvrant la route du Golfe Arabique. Maintenant, 3000 soldats et officiers iraniens combattent ouvertement, au Dhoffar, contre les patriotes. Cette offensive, qui vise à la liquidation de la Révolution dans le Golfe, est la plus dure de toutes celles qu'ont déjà affrontées les patriotes du Dhoffar.

Cette offensive intervient au moment où l'Iran, achète à la Grande-Bretagne pour 800 millions de francs d'armement, et où le Chah, retirant le maximum de profits de la crise du pétrole déclare : «Nous n'avons pas seulement un rôle national dans la région, mais nous avons un rôle au niveau mondial, puisque nous sommes les garants et les protecteurs de 60% des réserves mondiales de pétrole».

Les agresseurs iraniens connaîtront, au Dhoffar, le même sort cuisant que les impérialistes anglais.

POLOGNE

Les révisionnistes du P.C.S.F ont fait grand tapage, prétendant que les pays qu'ils appellent «socialistes» (c'est-à-dire l'URSS et les pays de l'Est qu'elle domine) étaient à l'abri de la crise et des hausses de prix. Pas de chances pour eux, le président du conseil polonais vient d'annoncer une hausse de 80% du prix de l'essence qui sera immédiatement suivie par une hausse de 25% des prix des transports en commun. La crise du pétrole frappe la Pologne, comme n'importe quel pays capitaliste.

ALBANIE

Le 11 janvier, à l'occasion du 28ème anniversaire de la création de la République, le dernier coup de pioche a été donné sur le chantier de la voie ferrée Elbasan-Prenjas. Cette voie ferrée est le fruit de 5 années du seul travail volontaire de la jeunesse albanaise : 140.000 jeunes, les «actionnistes» s'y sont succédés. Après d'énormes difficultés, l'achèvement de ce chantier, situé dans une région montagneuse et rocheuse est une grande victoire dans la construction du socialisme en Albanie, obtenue grâce à la jeunesse albanaise.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

demande de contact

Nom : prénom :

adresse :

profession :

envoyer cette demande à :
Front Rouge BP 464 - 75055 PARIS CEDEX 02